



MIGRATION  
FOR DEVELOPMENT



## **“PROMOUVOIR UNE APPROCHE TERRITORIALE DE LA MIGRATION ET DU DÉVELOPPEMENT: LES PRATIQUES, CADRES D’ACTION ET STRATÉGIES DES AUTORITÉS LOCALES POUR OPTIMISER LE POTENTIEL DE LA MIGRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT”**

---

A travers les différentes E-Discussions que l'[Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement](#) (ICMD) a lancées et modérées au cours de sa première phase de son programme (de 2008 à 2012), les difficultés perçues par les autorités locales et régionales ont été clairement mises en évidence, en matière d'accès à l'information et quant à la possibilité d'échanger directement sur les accomplissements d'autres autorités locales en faveur de la migration et du développement. C'est la raison pour laquelle l'ICMD, en collaboration avec [l'initiative ART du PNUD](#) («Articuler les Réseaux Territoriaux et Thématiques pour le Développement Humain») et le réseau [EUNOMAD](#) (Réseau Européen pour la migration et le développement), se sont associés pour lancer cette nouvelle E-Discussion. Son but est d'engager les autorités locales et régionales dans une discussion profitable entre elles et les autres acteurs du développement local, afin d'échanger sur les impacts que les flux migratoires ont sur leur territoire. Dans le contexte du nouveau programme mis en œuvre par l'ICMD « *Mettre en valeur la contribution de la migration pour le développement en renforçant sa dimension locale* », cette E-Discussion représente donc la première étape de nos efforts visant à mettre à disposition des autorités locales des opportunités d'échanger leurs connaissances et expériences tirées des politiques et initiatives qu'elles ont mises en place et qui cherchent à capitaliser sur les contributions des migrants pour le développement, à la fois dans les pays d'origine et de destination.

---

Alors que les échanges de bonnes pratiques et d'idées ont augmenté au niveau international, notamment à travers le [Forum Mondial sur la Migration et le Développement](#) (FMMD) et les [processus de consultation régionale](#) (PCR)<sup>1</sup>, les autorités locales poursuivent généralement leurs activités en marge de ces échanges internationaux. Il en résulte des possibilités limitées d'échanger et d'accéder à l'information sur ce qui est expérimenté dans différents contextes. Un récent rapport commandé par l'Initiative Conjointe pour la Migration et le Développement intitulé « [Etat des lieux des pratiques des Autorités locales dans le domaine de la migration et du développement](#) » a cependant mis en évidence que les autorités locales et régionales sont les premières à être en contact avec une multitude de défis et d'opportunités directement liées à l'augmentation des flux de migration, aux changements de comportements migratoires et aux profils aussi multiples que variés des migrants.

---

<sup>1</sup> Les processus de concertation régionale (PCR) consistent en des partages d'information et des forums de discussion entre état pour intérêt de promouvoir la coopération dans le domaine de la migration.



MIGRATION  
FOR DEVELOPMENT



De plus en plus d'autorités locales développent un intérêt pour articuler les impacts positifs que la migration apporte à leur territoire renforçant les différentes formes de contributions que les migrants apportent à la fois dans leurs pays d'origine et de destination<sup>2</sup>. Ces autorités reconnaissent alors le rôle que jouent les migrants lorsqu'ils établissent des ponts entre les territoires, les connaissent et agissent comme des acteurs clés de réseaux transnationaux.

Un nombre grandissant d'autorités locales cherchent par extension à faire valoir leur rôle dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et programmes visant les questions de migrations. C'est également l'opinion émise par exemple, par le Comité des régions dans sa [communication](#) sur [l'Approche Globale de l'Union Européenne sur la Migration et la Mobilité](#) : elle appelle notamment à la prise en compte intégrale des autorités locales et régionales dans la mise en œuvre de cette approche globale en tirant parti des projets de coopération décentralisée déjà à l'œuvre et des structures de dialogues institutionnalisées. De plus, le champ d'action des autorités locales s'élargit à travers des processus comme la décentralisation et les transferts de compétence. Au Maroc par exemple, les autorités locales font des efforts pour intégrer la migration dans les plans de développement locaux avec une régionalisation accrue de cette planification caractérisée par les 'plans communaux de développement'<sup>3</sup>. Cette E-discussion cherche donc à tirer parti des exemples tels que celui illustré ci-dessus, pour faire le point sur les défis liés à la promotion de la migration comme préoccupation transversale de la planification du développement territorial. D'autre part, l'articulation de la migration aux problématiques de développement entre les différents niveaux de gouvernance a été identifiée par beaucoup comme un défi pour la plupart des pays. Comme il est essentiel que les efforts des autorités locales et régionales soient en cohérence avec les politiques nationales des pays de résidence et d'accueil des migrants, cette E-Discussion vise également à explorer les mécanismes de coordination qui existent entre les différents niveaux de gouvernance sur les questions de migration et de développement, et sur la façon dont ces liens peuvent être institutionnalisés.

La migration est essentiellement un phénomène liant le local au local, les activités des migrants à l'étranger étant directement ressenties à travers les ressources, les savoirs, les capacités et les remises de fond qui circulent entre deux territoires. Les autorités locales gèrent donc progressivement des activités liées à l'accompagnement des départs et retours de ses populations ou à la mise à disposition d'informations et d'opportunités pour les migrants. Cela permet à ces derniers d'optimiser les capitaux qui circulent avec eux, de prendre part de façon plus active aux processus gouvernementaux et de consultation, ou de se mobiliser pour la reconnaissance de leurs droits et qualifications.

---

<sup>2</sup> Ces contributions ont été identifiées par l'ICMD comme comprenant des contributions en capital humain (éducation, formation, compétences et savoirs), en capital financier et entrepreneurial (investissement de l'étranger pour le développement), en capital social (réseaux, normes et valeurs qui facilitent la coopération entre les membres de groupes différents, les prises de conscience et les innovations sociales), en capital affectif (l'implication et la bonne volonté dérivant de l'engagements affectif pour les pays d'origine) ainsi qu'en capital local qui désigne la volonté des migrants d'agir dans certaines régions qui sont ignorées par les acteurs du développement traditionnel.

<sup>3</sup> Dans ce contexte, l'ICMD, a produit un rapport intitulé ['L'intégration régionale et locale du volet Migration et Développement au Maroc'](#).



MIGRATION  
FOR DEVELOPMENT



eunomad  
European Network on Migrations and Development

Des projets de codéveloppement comme ceux initiés par la [ville de Milan](#) en Italie ou la longue relation de jumelage entre les [villes de Montreuil en France et Yelimané](#) au Mali représentent des initiatives prometteuses montrant que les administrations des villes et les autorités locales sont bien positionnées pour influencer et encadrer les actions des migrants et de leurs communauté de façon positive. Les recommandations d'un récent séminaire du réseau Eunomad intitulé : "[Migration, Développement et Intégration. Rôle et complémentarités de l'action des autorités locales et de la société civile en relation avec l'Union Européenne](#)" a conclu que afin de 1/ permettre une bonne gouvernance de la migration et du développement et 2/ de garantir la durabilité des projets de migration et développement, la planification et la programmation de la coopération décentralisée doit être établie en étroite consultation avec la société civile.

Cette E-discussion vise donc à illustrer la façon des autorités locales et régionales initient le dialogue et cherchent à engager leur population migrantes dans les deux types de pays, à travers des stratégies de communication et de prise de contact ciblées. Comme l'on prouvé des études, engager les associations de migrants dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de développement local permet d'éviter la répétition d'efforts similaires et de s'assurer que les contributions des migrants correspondent aux besoins en termes de développement et de priorités des communautés locales. Les contributions à cette E-discussion permettront de mieux documenter les différentes manières de formaliser les partenariats entre les autorités locales, les migrants et les groupes issus de la diaspora à l'échelle locale, rendant ces initiatives plus soutenables sur le long terme.

Cette E-Discussion restera ouverte sur une période de 4 semaines (du 8 juillet au 4 août). Chaque semaine, nous traiterons d'un ensemble de questions spécifique (voir ci-dessous). Les réponses à cette E-Discussion seront compilées dans une réponse consolidée. Celle-ci servira notamment de support et de base aux discussions tenues lors d'événements majeurs en matière de migration et de développement tels que le Forum mondial sur la Migration et le Développement de 2014, la Conférence d'Eurocities 'Villes d'intégrations IV' qui prendra place à Tampere (Finlande) en septembre 2013 et lors du 2<sup>nd</sup> Forum mondial pour le développement économique local qui aura lieu à Foz do Iguassu (Bresil) en octobre/novembre 2013.

## Questions

**Semaine 1 :** Comment les autorités locales et régionales peuvent-elle mettre à profit les cadres de coopération décentralisée pour gérer les thématiques liées à la migration et au développement ? Quels mécanismes de coordination sont disponibles ou devrait être rendus disponibles afin que de telles stratégies soient alignées sur les stratégies nationales ? Quelles stratégies peuvent adopter les autorités locales et régionales afin de partager les leçons retenues et les bonnes pratiques avec les autres gouvernements locaux et parties prenantes ? Avez-vous des exemples ou connaissez-vous des structures où la migration est incluse dans les plans de développement territoriaux ? Quels sont les principaux facteurs et défis accompagnants la prise en compte de la migration comme un facteur transversal des questions de planification du développement ?



ART

MIGRATION  
FOR DEVELOPMENT



eunomad  
European Network on Migrations and Development

**Semaine 2 :** Pouvez vous partager de bonnes pratiques menées à bien par des autorités locales et régionales qui visent spécifiquement à l'intégration des migrants et lient éventuellement leurs efforts aux projets de codéveloppement? Quels sont les principaux défis pour les autorités locales et régionales afin de s'assurer que les migrants soient des acteurs actifs de la gouvernance locale ? Qu'est-ce que les migrants eux-mêmes et/ou les organisations de la société civile peuvent faire pour augmenter l'attention sur leurs besoins et activités, et ainsi promouvoir une meilleure qualité de services accessibles spécifiquement aux migrants ?

**Semaine 3 :** Comment les autorités locales et régionales peuvent elle garantir le succès de leurs stratégies de prise de contact et de communication avec les communautés de migrants dans leurs pays d'origine et de résidence ? Connaissez vous des processus de consultation menés par des autorités locales ou régionales qui engagent les groupes de la diaspora et harmonisent les activités de ces derniers avec les besoins et priorités du développement local ? Avez-vous des exemples concrets de la façon dont les groupes de la diaspora sont impliqués dans la définition des stratégies de planification du développement local dans votre communauté ?

**Semaine 4 :** Que peuvent faire les autorités locales et régionales afin de mettre à disposition des groupes de la diaspora un environnement favorable (en fonction des capitaux listés en bas de page n2) Comment peuvent-elles faciliter les partenariats avec les acteurs clés impliqués dans le développement local ? Quelles institutions sont en première ligne pour s'assurer que les initiatives des migrants soient durables et potentiellement répliquables au niveau local, régional ou national ? Quels sont les défis liés à la formalisation des partenariats entre les groupes des migrants et de la société civile et les autorités locales et régionales dans le contexte d'initiatives Migration et Développement.

Nous vous invitons à répondre selon votre intérêt à autant de questions que vous souhaitez ! Il n'est pas obligatoire de répondre à chacune d'elle ! Vous pouvez participer en nous envoyant votre contribution à [m4d@groups.dev-nets.org](mailto:m4d@groups.dev-nets.org) ou en entrant directement votre contribution en ligne sur le forum [Migration4Development](#) [ici](#)

Nous vous encourageons aussi à faire suivre cette communication à vos réseaux et à inviter vos collègues travaillant dans les domaines couverts par cette E-Discussion à participer. Les réponses à l'E-Discussion ne sont pas immédiatement mises en ligne, afin de faciliter leur modération et leur compilation

Nous espérons que cette E-Discussion sera riche et animée et nous nous réjouissons de recevoir vos contributions !

*Les équipes de l'ICMD, de l'initiative ART PNUD et de EUNOMAD*